

La France malade de sa politique africaine

Rony Brauman

Marianne, 16 mars 1998

Quand l'Etat va-t-il se décider à faire toute la lumière sur la responsabilité française dans les massacres du Rwanda ?

Le général Roméo Dallaire, ancien commandant en chef des forces des Nations unies au Rwanda, a témoigné récemment devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Les déclarations de ce militaire qui assista, impuissant, au début de la grande boucherie d'avril 1994 ont bouleversé l'assistance. Elles pèchent cependant par leur caractère incomplet, car le général n'a été autorisé à témoigner que sous des conditions extrêmement restrictives. Le secrétaire général des Nations unies ne lui a pas permis, en particulier, de s'exprimer sur le contenu d'un rapport confidentiel sur la programmation d'un génocide, adressé au Conseil de sécurité plusieurs mois avant le déclenchement de celui-ci. Etrange paradoxe : l'ONU entrave la marche d'une justice qu'elle a elle-même mise en route. Il s'agit, en réalité, de dissimuler la terrible surdité de l'Organisation au moment où elle était avertie des préparatifs d'un génocide.

La France a adopté une position plus cynique encore : elle va jusqu'à refuser que ses officiers comparaissent devant ce tribunal dont elle a officiellement approuvé le principe. Pourtant, si cet événement nous concerne direc-

tement, ce n'est pas seulement parce qu'il s'agit d'un crime contre l'humanité. C'est en premier lieu parce que le pouvoir qui a perpétré ce crime était soutenu à bout de bras par notre pays. Une première intervention militaire française, décidée par François Mitterrand, lui avait permis de se maintenir en place alors qu'il était sous la menace d'une offensive de l'opposition année en octobre 1990. Une deuxième intervention fut lancée en février 1993, alors que le gouvernement rwandais s'enfonçait dans une stratégie sanglante de répression. Pendant cette période, l'aide française permit à l'armée rwandaise de faire passer ses effectifs de 5 200 à près de 50 000. Sous couvert de coopération militaire, des soldats français participèrent à l'encadrement policier du Rwanda, tandis que l'ambassadeur de France récusait toutes les informations accablantes rapportées par les organisations locales et internationales de défense des droits de l'homme.

Il est établi, de plus, que l'opération Turquoise, visant à créer une zone de sécurité au sud-ouest du Rwanda à l'été 1994, a permis d'ex-filtrer des milliers de criminels. Une filière providentielle au moment où l'opposition armée mettait en déroute les troupes gouvernementales et parvenait au pouvoir. Les principaux responsables de

l'ancien régime ami de la France ont ainsi pu prendre le contrôle des camps de réfugiés installés au Zaïre, et les transformer en sanctuaires militaires.

Les Rwandais ne sont malheureusement pas sortis d'affaire car leur nouveau gouvernement règne, depuis 1994, avec des méthodes aussi brutales que l'ancien. Entièrement aux mains du FPR - l'ancienne opposition armée -, il s'est rendu coupable de massacres de grande ampleur et maintient en détention arbitraire 120000 personnes, dans des conditions effrayantes.

Reste que l'engagement de la France au côté d'un pouvoir raciste dont on a pu voir quel niveau de violence il pouvait atteindre ne peut être passé en profits et pertes ni effacé par les exactions de l'actuel gouvernement rwandais. La Belgique, ancienne puissance coloniale, vient de rendre public un rapport établi par une commission parlementaire d'enquête sur la politique belge au Rwanda avant et pendant le génocide. Les soupçons qui pèsent sur la France en sont encore alourdis. Ces pourquoi il est indispensable que les députés français décident

à leur tour, comme l'ont demandé les communistes et le : Verts, de mettre à jour les raisons et le : conditions de l'engagement français au Rwanda. Paul Quilès, le président socialiste de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, vient de proposer la mise en place d'une mission d'information parlementaire sur les différents engagements militaires au Rwanda.

Cette initiative atteste d'un réel malaise politique en France. Il est vrai qu'on serait embarrassé à moins, mais le fait est suffisamment rare, notamment dans le domaine des relations franco-africaines, pour être relevé positivement. M. Quilès s'est engagé à ne rien laisser dans l'ombre et à donner à cette mission d'information les mêmes prérogatives qu'une commission d'enquête. On veut croire que le gouvernement le suivra dans cette entreprise. Le séisme politique qu'est un génocide suffira-t-il à ébranler la tradition de secret et d'autoritarisme qui marque la politique africaine de la France? C'est à nos députés et à nos ministres de le dire.